

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS
A.G.E.S.CA.L.
Collège et Lycée privés SAINTE URSULE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901**

**5, Place du Petit Champ de Foire
LUCON (Vendée)**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS
-A.G.E.S.C.A.L.
Collège et Lycée privés **SAINTE URSULE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
5, Place du Petit Champ de Foire
LUCON (Vendée)**

Exercice clos le 31 juillet 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association A.G.E.S.C.A.L.,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre **ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS – A.G.E.S.C.A.L. – Collège et Lycée privés SAINTE URSULE** relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissement notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

A.G.E.S.Ca.L.
Collège et Lycée privés
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 16 décembre 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
ROMAIN GRIMAUD

A.G.E.S.Ca.L.
Collège et Lycée privés
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS

	ACTIF	BRUT	EXERCICE N amort.-provis.	NET	Exercice N-1 NET	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
A1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES					CAPITAUX PROPRES		
A2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44 724	-44 625	99	727	FONDS DE DOTATION	-18 136	-18 136
	GROSSES REPARATIONS A AMORTIR	82 740	-82 740	0	0	DONS ET PARTICIPATIONS DIVERSES	69 107	56 007
A3	TERRAINS	70 100		70 100	70 100	SUBV INVEST SS DROIT DE REPRISE	3 008 712	3 073 980
A4	AMENAG. AGENC. INSTAL DES TERRAINS	581 718	-101 404	480 315	500 311	RESULTATS REPORT A NOUVEAU	-97 928	-65 268
A5	CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	1 205 058	-1 186 054	16 964	20 221			
A6	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	82 066	-82 066	0	0	SUBVENTIONS	2 961 756	3 046 584
A7	INSTALLATIONS TECHNIQUES MAT ET OUTIL	13 387 541	-7 451 935	5 935 606	6 336 984	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	3 446 534	3 179 535
A8	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 274		6 274	3 516	SUBVENTIONS AU OPTÉ DE RESULTAT	-2 377 430	-2 251 802
	s/s total	16 480 222	-8 950 864	6 509 358	6 931 870		1 069 104	927 733
A9	PRÊTS	35 404		35 404	37 375	TOTAL FONDS PROPRES	4 030 859	3 974 316
A10	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES	298		298	298	PROVISIONS	48 505	81 507
	s/s total	35 702		35 702	37 673	IDR+ DIVERS		
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 495 924	-8 950 864	6 545 060	6 980 543	TOTAL PROVISIONS	48 505	81 507
A11	CREANCES FAMILLES	13 041	-12 306	734	-5 697	DETTES		
A12	CREANCES DIVERSES			0	0	EMPRUNTS ORGANISMES DE CREDIT	3 473 807	3 874 854
	s/s total	13 041	-12 306	734	-5 697	DETTES SIACHATS OU PREST. SERVICES	60 322	81 619
A13	DISPONIBILITES					DETTES FISCALES ET SOCIALES	76 644	84 485
A14	BANQUES	1 232 767		0	0	DETTES DIVERSES		
A15	CHEQUES POSTAUX	231		231	47	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	154 419	156 401
A16	CAISSE					CHARGES A PAYER	105 406	99 218
	s/s total	1 233 018	0	1 233 018	1 306 768	TOTAL DETTES ET ASSIMILE	3 870 498	4 306 588
A17	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE					Compte d'attente	-501	-19 848
A18	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	57 922		57 922	40 075			
	PRODUITS A RECEVOIR							
A19	PRODUITS A RECEVOIR	112 627		112 627	31 774			
	CHARGES A REPARTIR		-12 306	1 404 302	1 373 019			
	TOTAL DE L'ACTIF	16 912 532	-8 963 170	7 949 362	8 342 563	TOTAL DU PASSIF	7 949 362	8 342 563

A.G.E.S.C.A.L SAINTE URSULE
5 Place du petit champ de foire
85403 LUÇON Cedex

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE AU : 31 JUILLET 2025

poste	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N-1 2023-2024	N 2024-2025	poste	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N-1 2023-2024	N 2024-2025
A1	CHARGES DE PERSONNEL	1 208 272	1 239 569	E1	PARTICIPATION DES FAMILLES	663 848	691 344
A2	INTERIMAIRE	10 060		E2	DEMI-PENSION / TICKETS REPAS	758 475	749 626
A	TOTAL COUTS DE PERSONNEL			E	TOTAL Contribution Familles	1 421 823	1 440 969
B1	CONSOMMATIONS	1 218 332	1 247 373	F1	PARTICIPATIONS ETAT ET COLLECTIVITES	547 753	536 196
B2	CONSOMMATIONS ACT PEDAGOGIQUE	603 624	576 578	F2	PARTICIPATION REGION	321 684	310 656
B3	AUTRES CHARGES EXTERNES	239 840	283 671	F3	PARTICIPATION DEPARTEMENT	433 975	442 701
B4	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	280 898	310 715	F4	PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	65 016	61 055
B5	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	252 020	270 736	F5	PRODUIT ACT PEDAGOGIQUE	239 640	283 671
B6	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	36 761	38 410	F	TOTAL Participation et autres produits	1 608 268	1 634 279
B7	CHARGES FINANCIERES			G1	PRODUCTION IMMOBILISEE	810	0
B8	DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV. EXCEPTIO	48 025	44 137	G2	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	21 244	3 431
B	TOTAL AUTRES COUTS	639 650	621 129	G3	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 354	10 748
		2 100 018	2 145 375	G4	PRODUITS FINANCIERS	20 456	15 193
				G5	REPRISE AMORTISS. ET PROVISIONS	5 083	47 000
C	TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. (A+B)	3 318 950	3 382 749	G6	TRANSFERT DE CHARGES		0
	CHARGES EXCEPTIONN. ANTERIEURES ET DIVERS			G7	SUBVENTIONS LIEES AUX INVESTISSEMENTS	140 105	154 654
D1	CHARGES EXCEPTIO. SUR OP GESTION	269	36 615	G	TOTAL Autres produits	199 062	231 025
D2	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1 477	2 966	H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTION. (E+F+G)	3 229 153	3 306 273
D3	VALEUR COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES	800	514	I1	PRODUITS EXCEPT. ANTERIEURS ET DIVERS	27 075	28 643
D	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 546	40 095	I	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 075	28 643
	TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE (C+D)	3 321 496	3 432 843		TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE (H+I)	3 256 228	3 334 916
	RESULTAT					65 268	97 928
	TOTAL CHARGES	3 321 496	3 432 843		TOTAL PRODUITS	3 321 496	3 432 843

3,4%

2,4%

ANNEXE

SOMMAIRE

- 1 Informations générales**
- 2 Règles et méthodes comptables**
- 3 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements**
- 4 Tableau des fonds associatifs**
- 5 Mouvements des subventions et des amortissements**
- 6 Tableau des provisions**
- 7 Concours publics**
- 8 Etat des créances**
- 9 Etat des dettes**
- 10 Charges à payer - Charges constatées d'avance - Produits à recevoir**
- 11 Engagements financiers**

INFORMATIONS GENERALES

Désignation de l'association : AGESCAL STE URSULE

Le total du bilan avant répartition est de 7 949 362 €

Le total du compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 3 432 843 €

Ces comptes font apparaître un Résultat négatif de : 97 928 €
pour l'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.08.24 au 31.07.25

L'annexe ci-après fait partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente de l'OGEC.

1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

L'association a pour objet, d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du collège et lycée privé SAINTE URSULE à luçon dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'OGEC est une association d'enseignement privé assurant la gestion
du collège : contrat n°80 du 29/01/69 et avenant n°48 du 16/12/24
du lycée : contrat n°13 du 29/01/69 et avenant n°57 du 16/12/24

Effectifs	2023/2024	1043 Dont Dp	968
	2024/2025	1018 Dont Dp	926

Les activités principales de l'association sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège Enseignement secondaire : lycée	Restauration scolaire Etude surveillée

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- personnel enseignant mis à disposition par l'Etat
- personnel salarié OGEC au 31/07/25 : 29 dont 2 cdd
- locaux scolaire : Batiment Sainte Ursule APECAV et SCI

REGLES ET METHODES COMPTABLES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

	<u>Durée</u>	<u>Mode d'amortissement</u>
Grosses réparations à amortir	20 - 10 - 5 - 1 ans	Linéaire
Agencements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions	30 - 20 - 15 - 10 ans	Linéaire
Matériel et outillage	15 - 10 - 7 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel scolaire	10 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel restaurant et hébergement	15 - 10 - 8 - 5 - 3 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau informatique	15 - 5 - 3 - 2 - 1 ans	Linéaire

Participations, autres titres immobilisés, valeur mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

Engagements de retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31/07/2025 s'élève à 47 633 €.

Le solde de l'engagement fait l'objet d'une reprise de provision pour 22 059 €.

Notes sur le compte de résultat

1) Information sur les cotisations - contributions

Les contributions sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois si l'OGEC peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

2) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint dans l'annexe.

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Transfert compte à compte	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles	44 724				44 724
Immobilisations corporelles	15 569 664	178 822	3 516	339 262	15 409 224
Immobilisations corporelles en cours	3 516	6 274	-3 516		6 274
Immobilisations financières	37 673			1 971	35 702
	15 655 577	185 096	0	341 233	15 495 924

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles et corporelles	8 686 034	604 092	339 262	8 950 864
	8 686 034	604 092	339 262	8 950 864

Tableau des fonds associatifs

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	-18 136			-18 136
Subventions investissements sans droit de reprise	0			0
Legs ou donations	56 007	13 100		69 107
TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE	37 872	13 100	0	50 972
Subventions investissements avec droit de reprise	0		0	0
TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE	0	0	0	0
Réserves	0			0
Report à nouveau	3 073 980	-65 268		3 008 712
Résultat de l'exercice	-65 268	-97 928	65 268	-97 928
Subventions investissements amortissables nettes	927 733	141 371		1 069 104
TOTAL GENERAL	3 974 316	-8 725	65 268	4 030 859

MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS

	Valeur brute des subventions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des subventions à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	415 159	92 723		507 882
Subvention Conseil Général	587 494	171 317		758 811
Autres subventions	0			0
Subventions LEPTA	174 977	31 985	29 026	177 936
Subvention DRAC	25 926			25 926
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	898 120			898 120
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 077 860			1 077 860
TOTAL GENERAL	3 179 536	296 025	29 026	3 446 535

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS

	Montant des amortissements au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	100 631		48 610		149 241
Subvention Conseil Général	119 599		68 048		187 647
Autres subventions	0				0
Subventions LEPTA	118 393		24 053	29 026	113 420
Subvention DRAC	5 206		1 079		6 285
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	881 848		5 112		886 960
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 026 125		7 754		1 033 879
TOTAL GENERAL	2 251 802	0	154 656	29 026	2 377 432

MOUVEMENTS DES PROVISIONS

	Montant des provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Indemnité départ à la retraite	69 694	8 293	30 352	47 635
Provision pour Précarité	11 814	872	11 814	872
Créances clients	8 753	8 386	4 833	12 306
TOTAL GENERAL	90 261	17 551	46 999	60 813

Tableau des fonds associatifs

	Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
731	Aides à l'emploi	2 567	3 995
732	Aides au développement des compétences		
733	Financement par la taxe d'apprentissage des		
734	Financement des formations par apprentissage, divers		
735	Forfaits d'externat		
7351	<i>dont forfait Etat</i>	536 196	547 753
7352	<i>dont forfait Région</i>	310 656	321 684
7353	<i>dont forfait Département</i>	442 701	433 975
7354	<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>		
736	Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
737	Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
738	Autres concours publics		
73	Sous-total concours publics	1 292 120	1 307 407
741	Subventions Etat	0	0
742	Subventions Région	0	16 200
743	Subventions Département		
744	Subventions Communes et groupements de communes		
748	Autres subventions d'exploitation		
7483	<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
7488	<i>dont autres subventions</i>	320	1 049
-749	Report de subventions		
74	Sous-total subventions d'exploitation	320	17 249
73+74	Total concours publics et subventions d'exploitation	1 292 440	1 324 656

ÉTAT DES CRÉANCES			
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2) (3)	35 404		35 404
Autres immobilisations financières	298		298
	35 702		35 702
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Avances et acomptes versés			
Clients	734	734	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
	112 627	112 627	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
	113 362	113 362	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			
	57 922	57 922	
	206 986	171 284	35 702
TOTAL GÉNÉRAL			
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 971		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
(3) Dont prêts participatifs			

ÉTAT DES DETTES					
	Montant brut	A un an ou plus	A plus d'un an et cinq ans ou plus	A plus de cinq ans	Dettes garanties par des sûretés réelles
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 473 807	404 718	1 442 400	1 626 689	
Emprunts et dettes financières divers					
Familiales : avances reçues					
Fournisseurs et comptes rattachés	60 322	60 322			
Personnel et comptes rattachés	72 665	72 665			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Etat et autres collectivités publiques	2 284	2 284			
Taxe sur les salaires					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	1 595	1 595			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupes et associés (2)					
Autres dettes	105 406	105 406			
TOTAL DETTES	3 716 079	646 990	1 442 400	1 626 689	
Produits constatés d'avance	154 419	154 419			
TOTAL GENERAL	3 870 498	801 409	1 442 400	1 626 689	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice	401 047				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés (personnes physiques)					
(3) Emprunts participatifs					

CHARGES A PAYER			
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant déductible	Montant non déductible	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 481		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 925		
Dettes fiscales et sociales			
Autres dettes			
TOTAL	105 406		
CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
Charges et produits d'exploitation	Charges	Produits	
	57 922	154 419	
	57 922	154 419	
PRODUITS A RECEVOIR			
Subventions Autres créances			Montant
			110 081
			2 546
TOTAL			112 627

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ORGANISME PRETEUR	Date d'octroi	Montant initial	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE		
			TOTAL	à plus d'un an	à moins d'un an
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,95% - 15 ans	2017	1 700 000	810 722	692 361	118 361
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,85% - 10 ans	2017	600 000	114 196	49 149	65 047
Caisse Epargne - Batiment maintenance + laverie + atelier - Garantie APECAV 1,27% - 15 ans	2018	500 000	266 667	233 333	33 334
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,49 % - 17 ans	2019	750 000	705 702	692 375	13 327
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,35 % - 12 ans	2019	500 000	440 715	399 922	40 793
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,03 % - 7 ans	2019	600 000	51 669	0	51 669
Caisse épargne - Extension Gymnase et réhabilitation lycée - Garantie APECAV 1,04 % - 17 ans	2020	1 000 000	761 630	705 080	56 550
Société Générale - Ascenseur Lycée et local poubelles - Garantie APECAV 0,98 % - 15 ans	2022	400 000	322 506	296 866	25 640
TOTAL			3 473 807	3 069 086	404 721



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01

